

Le seul journal français de la Saskatchewan
Organe des Catholiques de langue française du Nord-Ouest
Le "Patriote" est lu chaque semaine par plus de 30,000 personnes

LE PATRIOTE

DE L'OUEST

Administration et Rédaction:
1303, 4ème Avenue Ouest
Prince-Albert, Sask. Tél. 2964
Abonnement:
Un an, Canada \$2.00
" " Etats-Unis ... \$2.50
" " Europe \$5.00

A.-F. AUCLAIR, O.M.I., Directeur

NOTRE FOI! NOTRE LANGUE!

12ème Année

2-705

PRINCE-ALBERT, SASK., Mercredi le 28 février, 1923

No. 52

LES TROIS JOURNEES FRANCAISES DE LA SASKATCHEWAN

S. G. Mgr J.-H. Prud'homme prend part aux délibérations et prononce plusieurs importants discours — S. G. Mgr O. Charlebois est aussi l'un des orateurs — Une imposante cérémonie religieuse à la cathédrale — La présence des délégués du Manitoba et de l'Alberta, associe les deux provinces au Congrès franco-canadien de la Saskatchewan.

M. J.-E. Morrier, de Prince-Albert est élu Président général de l'A. C. F. C.

Ceux qui auguraient un succès de la Convention de Prince-Albert n'ont pas été déçus. Assistance plus nombreuse et plus représentative encore qu'on avait osé l'espérer, enthousiasme soutenu jusqu'au dernier moment, intérêt vif et général aux questions étudiées, rien n'a manqué pour rendre chacune de nos séances des plus fructueuses.

Une association qui peut provoquer de la part de ses membres une telle manifestation n'est certes pas sur son déclin, mais bien plutôt en marche vers les plus fécondes réalisations. C'est d'ailleurs le témoignage que nous ont spontanément rendu les visiteurs distingués qui nous ont fait l'honneur de participer à nos travaux.

Mais quels sont, au point de vue pratique, les résultats de la Convention? Le premier résultat est assurément de nous avoir mieux fait envisager notre périlleuse situation scolaire et de nous avoir indiqué les remèdes urgents à y apporter. Un comité d'éducation chargé d'étudier les différents problèmes qui se présentent et de travailler à les résoudre est en voie de formation. Mais c'est dans la nomination, que nous espérons prochaine, d'un visiteur pour nos écoles, que nous mettons nos plus solides espoirs.

On a aussi constitué des comités de colonisation et de bonne presse, pour les besoins respectifs de ces deux causes.

Nous nous félicitons aussi des relations plus étroites avec les provinces voisines que cette Convention a inaugurées. De ce contact et de cette collaboration surgiront, nous n'en doutons pas, une force et des lumières nouvelles pour tous les Franco-Canadiens de l'Ouest.

Nous regrettons de ne pouvoir donner à nos lecteurs tous les détails qui ont animé et agrémenté les séances. Ils trouveront dans ce numéro le compte rendu d'ensemble du Congrès. Quelques autres travaux importants, que l'espace nous empêche de publier aujourd'hui, paraîtront dans les numéros suivants.

En terminant ces brèves remarques, notre devoir est de remercier sincèrement les nombreux délégués qui ont répondu si généreusement à l'appel de l'A. C. F. C., surtout ceux du sud de la province, qui ont montré que la distance n'est pas un obstacle pour eux lorsqu'il s'agit des intérêts de la cause nationale et de l'éducation de leurs enfants.

Souhaits de Bienvenue

C'est devant une salle comble que s'ouvre la première séance, consacrée aux commissaires d'écoles. M. l'abbé J. Bois, vice-président de l'Association des Commissaires, préside. M. l'abbé J.-H. Brodeur, qui souhaite la bienvenue aux délégués en l'absence de M. Jules Casgrain, les exhorte en quelques mots à travailler pour mieux comprendre leurs devoirs et à mieux défendre l'âme de leurs enfants.

S. G. Mgr J.-H. Prud'homme, à son tour, souhaite la bienvenue aux commissaires.

Discours de Sa Grandeur Mgr Prud'homme

Nous sommes heureux de souhaiter la plus cordiale bienvenue à tous les délégués représentant les commissions scolaires catholiques de langue française de notre province.

Mgr l'archevêque de Regina, dont la personnalité si marquante aura jeté un vif éclat sur notre Convention, m'a envoyé une dépêche de Saint-Boniface, m'annonçant qu'il lui était impossible d'assister à nos délibérations. Lorsque j'ai laissé Sa Grandeur vendredi soir, à l'archevêché de Saint-Boniface, elle était indisposée et avant de me rendre à la gare, l'archevêque m'a dit de partir pour Regina, elle s'était rendue à l'hôpital. Tout de même j'espère que Mgr Prud'homme viendra voir. La dépêche d'hier a fait évanouir tous mes beaux rêves, et nous serons tous privés de sa présence et de ses sages conseils. Nous aurions été si heureux d'entendre l'éminent archevêque, ancien recteur de l'Université Laval, de Québec, homme qui, toute sa vie, s'est occupé des questions d'enseignement secondaire et universitaire, nous parler de l'éducation. Nous allons accepter cette épreuve généreusement et l'offrir chrétiennement à Dieu, afin qu'il bénisse tous nos travaux et nous indique les moyens de prendre pour sauvegarder en cette province les intérêts de la foi et de la race qui nous tiennent tant à cœur.

Comme nous aurions été heureux si Mgr l'archevêque de Saint-Boniface eût pu nous honorer de sa présence, mais des travaux qui pressent l'ont retenu à son poste. Il aurait pu nous apporter les fruits de sa longue expérience. Lui qui a participé aux luttes "du grand blessé de l'Ouest", lui qui, dans un discours public devant les représentants officiels de France, n'a pas craint d'appeler le Manitoba "la terre classique des châtiments de papiers", aurait pu nous commenter son rôle de ralliement: "Tenons-nous au bout".

DELEGUE DU MANITOBA.
Nous sommes heureux de voir au milieu de nous le délégué officiel de la société pour le Manitoba, l'Association d'éducation Canadienne-française du Manitoba, dans la personne du chancelier de l'archevêché de Saint-Boniface. Comme le sujet qu'il entend traiter devant nous est la lutte scolaire du Manitoba, nous lui avons demandé de donner ce travail devant les Commissaires réunis en assemblée générale, et ce après-midi.

En face de la persécution scolaire au Manitoba, l'archevêque avertit, et nous l'entendons avec plaisir nous parler de la lutte scolaire au Manitoba.

SA SAINTETE PIE XI A ENVOYE LA BENEDICTION APOSTOLIQUE AUX CONGRESISTES



M. J.-E. MORRIER, Président général de l'A. C. F. C.

mesure de donner un enseignement religieux vraiment sérieux et efficace.

3. — Nous pourrions encourager l'étude du catéchisme par des concours particuliers dans chaque école ou par un concours général dans le diocèse, ou enfin dans toute la province et donner des prix ou médailles d'or au plus méritant. Ce concours général de toute la province pourrait avoir lieu à une date fixe, qu'on pourrait appeler "La Journée de Jeanne d'Arc".

NOTRE LANGUE

Au point de vue de la langue, ce même visiteur aura pour mission de voir à ce que l'enseignement du français se donne régulièrement dans nos écoles et convents. Nous pourrions pour le français établir, avec prix ou médailles, comme pour l'enseignement du catéchisme, des concours particuliers. Ne pourrions-nous pas établir au moins pour le diocèse un concours général à une date fixe, que nous pourrions appeler: "Journée de la Pensée française".

Devoirs des Commissaires

Le Président remercie Sa Grandeur des bonnes paroles d'encouragement qu'il vient de prononcer. Puis il attaque lui-même l'important sujet des "devoirs des commissaires d'école".

Avant d'aborder le sujet au programme, nous me permettez bien, au nom de l'Association des Commissaires d'écoles canadiens-français, de vous remercier tout particulièrement d'avoir bien voulu honorer de votre présence cette première séance d'études. C'est pour nous, nous n'en doutons pas, Monsieur, un encouragement sans pareil et ce nous est un grand plaisir de ces séances, avec votre bénédiction, produiront des fruits abondants et durables.

Ceci dit, et sans autre préambule, laissez-moi vous dire, messieurs, que le sujet à traiter, puisque bien malgré moi il m'a fallu accepter cette charge, n'apparaît difficile au dernier chef; les devoirs des commissaires d'école. Sans doute, cela est bien dit. Mais quel droit, quelle autorité avons-nous pour expliquer à fond un sujet si compliqué, si difficile; et si l'on a dit avec raison qu'il est des circonstances où parfois il est plus difficile de connaître son devoir que de l'accomplir, est-ce à nous, simples soldats de la grande armée catholique, de venir dire aux autres: Voilà ce que vous devez faire?

Sans doute, et sans présumer trop de mes forces peut-être, je pourrais tout comme un autre, tenir mon auditoire suspendu à mes lèvres en parlant de la langue gardienne de la foi, en montrant les attaques répétées de nos ennemis contre tout ce que nous aimons et respectons, et en déclarant que nous ne pouvons opposer tout nous-mêmes à l'adversaire un rempart inattaquable; que tous, en un mot, nous sommes prêts, comme les poilus français à Verdun, à dire à ceux qui voudraient nous enlever nos droits: On ne passe pas. Mais nous ne sommes pas ici en assemblée générale, nous sommes en séance d'étude; de plus je ne me sens ni le goût ni surtout les qualités pour dogmatiser sur un pareil sujet. La seule chose qui me reste à faire, c'est de tâcher d'étudier avec vous le sujet du programme, de soulever le problème, de discuter fraternellement d'où pourra jaillir une lumière qui sera la bienvenue, et de la conclure à des résolutions simples et pratiques.

Il va donc sans dire que nous laisserons de côté nos devoirs de commissaires d'école au point de vue administratif, tels que la loi civile de la province les prévoit et les détermine. Nous n'avons qu'à prendre en mains la loi provinciale et nous y conformer, et mieux nous le ferons, mieux peut-être cela vaudra. Il s'agit seulement de nos devoirs, en tant que nous sommes commissaires catholiques et canadiens-français. Comme tels, plaçons-nous au triple point de vue légal, religieux, patriotique.

SA SAINTETE PIE XI A ENVOYE LA BENEDICTION APOSTOLIQUE AUX CONGRESISTES



M. RAYMOND DENIS, Président de l'Association des Commissaires et vice-président général de l'A. C. F. C.

car l'enseignement ne vient pas tant par le livre que par la parole vivante et agissante du maître. Donnez-nous, au contraire, un bon maître, catholique éclairé, convaincu, pratique, et la même chose va se produire en sens contraire, malgré la neutralité du programme et des livres, nos élèves vont ressentir une bonne influence morale. Si donc vous ajoutez à cela une demi-heure de catéchisme tous les jours, l'enseignement donné sera vraiment religieux. Notre devoir primordial.

COMITE EXECUTIF DE L'A. C. F. C.

Président: M. J.-E. Morrier, Prince-Albert.
1er Vice-président: Dr L. A. Aubin, Meyronne.
2ème Vice-président: M. Raymond Denis, Vonda.
Aumônier général: R. P. A.-F. Auclair, O.M.I.
Secrétaire général: M. l'abbé L. Adam, Saint-Louis.
Trésorier général: M. l'abbé J.-H. Brodeur, Prince-Albert.
Conseiller: M. Louis Charbonneau, Hoey.

Il est donc de notre devoir des commissaires d'école, il me semble (1) de soutenir le maître dans tout ce qui regarde le bien moral des élèves; (2) d'avoir eux-mêmes et d'inspirer aux contribuables un véritable esprit de sacrifice. La question de l'éducation des enfants est assez importante pour que les commissaires d'école ne laissent la parole à des commissaires laïques sur ce sujet, et s'il est nécessaire, de formuler un vœu, il me semble que la chose aurait plus de poids si, après une discussion courtoise et une bonne mise au point, des commissaires autres qu'un prêtre se chargeaient de le faire.

Il me reste maintenant à vous remercier de votre bienveillante attention et à déclencher la discussion ouverte sur tous les points qui regardent le sujet traité, c'est-à-dire les devoirs des commissaires d'écoles.

Les Ecoles du Manitoba

M. l'abbé J.-Ad. Sabourin, chancelier de l'archevêché de Saint-Boniface, représentant l'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba, nous expose la situation scolaire actuelle de nos compatriotes dans la province voisine.

Dans la lutte que nous poursuivons pour la sauvegarde du caractère religieux et la survie de la langue française dans nos écoles, il y a comme un besoin qui s'affirme partout chez les nôtres. C'est celui de nous sentir les coudes, de travailler de concert dans la plus grande harmonie possible, en profitant tous de l'expérience des uns et des autres. Les organisateurs de cette splendide convention sont allés au-devant des desirs de tous en envoyant des invitations spéciales à leurs frères de l'Alberta et du Manitoba. Comme membre de l'exécutif de l'Association d'éducation des Canadiens-français de cette dernière province, je puis dire que rarement proposition a rencontré un accueil plus spontané, plus unanime et plus enthousiaste. Je puis même ajouter qu'en l'acceptant, ou à exorisme le désir et l'espoir que l'initiative prise par votre comité d'organisation devienne un précédent pour l'avenir dans le travail respectif des différents groupes de nos compatriotes de l'Ouest et dans les rapports qui doivent exister entre eux.

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX
Notre situation scolaire actuelle nous est déjà assez connue pour que je n'aie pas à dire beaucoup de détails. Légèrement parlant, au point de vue religieux, nos écoles publiques sont neutres au Manitoba; de neuf heures du matin jusqu'à trois heures et demie de l'après-midi. Dans un grand nombre de cas, même durant ce temps, la pratique vivante de la foi, de plus, la loi, ou c'est le désir des parents ou des commissaires d'école, et où la chose est possible, la loi permet l'instruction religieuse et quelques exercices de piété après trois heures et demie.

LE FRANCAIS
Au point de vue du français, si on voulait s'en tenir au texte de

gnore que tant vaut le maître, tant vaut l'école. Même avec un programme neutre, des livres neutres, donnez-nous un maître fanatique et en peu de temps tous ses élèves se ressentiront de son enseignement;



M. RAYMOND DENIS, Président de l'Association des Commissaires et vice-président général de l'A. C. F. C.

car l'enseignement ne vient pas tant par le livre que par la parole vivante et agissante du maître. Donnez-nous, au contraire, un bon maître, catholique éclairé, convaincu, pratique, et la même chose va se produire en sens contraire, malgré la neutralité du programme et des livres, nos élèves vont ressentir une bonne influence morale. Si donc vous ajoutez à cela une demi-heure de catéchisme tous les jours, l'enseignement donné sera vraiment religieux. Notre devoir primordial.

COMITE EXECUTIF DE L'A. C. F. C.

Président: M. J.-E. Morrier, Prince-Albert.
1er Vice-président: Dr L. A. Aubin, Meyronne.
2ème Vice-président: M. Raymond Denis, Vonda.
Aumônier général: R. P. A.-F. Auclair, O.M.I.
Secrétaire général: M. l'abbé L. Adam, Saint-Louis.
Trésorier général: M. l'abbé J.-H. Brodeur, Prince-Albert.
Conseiller: M. Louis Charbonneau, Hoey.

Il est donc de notre devoir des commissaires d'école, il me semble (1) de soutenir le maître dans tout ce qui regarde le bien moral des élèves; (2) d'avoir eux-mêmes et d'inspirer aux contribuables un véritable esprit de sacrifice. La question de l'éducation des enfants est assez importante pour que les commissaires d'école ne laissent la parole à des commissaires laïques sur ce sujet, et s'il est nécessaire, de formuler un vœu, il me semble que la chose aurait plus de poids si, après une discussion courtoise et une bonne mise au point, des commissaires autres qu'un prêtre se chargeaient de le faire.

Il me reste maintenant à vous remercier de votre bienveillante attention et à déclencher la discussion ouverte sur tous les points qui regardent le sujet traité, c'est-à-dire les devoirs des commissaires d'écoles.

Les Ecoles du Manitoba

M. l'abbé J.-Ad. Sabourin, chancelier de l'archevêché de Saint-Boniface, représentant l'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba, nous expose la situation scolaire actuelle de nos compatriotes dans la province voisine.

Dans la lutte que nous poursuivons pour la sauvegarde du caractère religieux et la survie de la langue française dans nos écoles, il y a comme un besoin qui s'affirme partout chez les nôtres. C'est celui de nous sentir les coudes, de travailler de concert dans la plus grande harmonie possible, en profitant tous de l'expérience des uns et des autres. Les organisateurs de cette splendide convention sont allés au-devant des desirs de tous en envoyant des invitations spéciales à leurs frères de l'Alberta et du Manitoba. Comme membre de l'exécutif de l'Association d'éducation des Canadiens-français de cette dernière province, je puis dire que rarement proposition a rencontré un accueil plus spontané, plus unanime et plus enthousiaste. Je puis même ajouter qu'en l'acceptant, ou à exorisme le désir et l'espoir que l'initiative prise par votre comité d'organisation devienne un précédent pour l'avenir dans le travail respectif des différents groupes de nos compatriotes de l'Ouest et dans les rapports qui doivent exister entre eux.

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX
Notre situation scolaire actuelle nous est déjà assez connue pour que je n'aie pas à dire beaucoup de détails. Légèrement parlant, au point de vue religieux, nos écoles publiques sont neutres au Manitoba; de neuf heures du matin jusqu'à trois heures et demie de l'après-midi. Dans un grand nombre de cas, même durant ce temps, la pratique vivante de la foi, de plus, la loi, ou c'est le désir des parents ou des commissaires d'école, et où la chose est possible, la loi permet l'instruction religieuse et quelques exercices de piété après trois heures et demie.

LE FRANCAIS
Au point de vue du français, si on voulait s'en tenir au texte de

Un Comité d'Education siégeant à Regina va suivre de près tous nos problèmes scolaires — Un visiteur pour nos écoles — Deux comités régionaux de colonisation sont établis à Prince-Albert et à Lafleche — Un magnifique banquet de 200 couverts et une brillante soirée dramatique et musicale clôturent les trois journées françaises de la Saskatchewan.

M. Raymond Denis, de Vonda, est élu Président des Commissaires d'école.

envoyés ailleurs, pour la simple raison que les maîtres ont établi une bonne discipline et l'ont faite observer, et que nos maîtres ont été blâmés pour des mesures qui auraient attirés sur des maîtres d'école publique les plus grands éloges et les plus vives félicitations. Supposons, par exemple, qu'un maître d'école public, protestant, dise aux enfants: A neuf heures, vous devez être repêchés chez vous, je ne veux pas vous voir traîner dans la rue. Ne pensez-vous pas que tout le monde féliciterait ce maître de prendre un tel soin de ses élèves? Mais si c'est un des nôtres, et que cela contrarie un enfant capricieux, qui fait toutes ses volontés, si ce maître, par exemple, rencontre un de ses élèves, tout seul, c'est-à-dire sans ses parents, sur la patinoire publique, à dix heures et demie du soir, et le renvoie chez lui, tout de suite c'est un mécontentement, le maître se mêle de ce qui ne le regarde pas, etc., etc., on retire l'élève et on l'envoie ailleurs. Dans ce cas, allons-nous soutenir le maître ou prendre parti contre lui? Il me semble que notre devoir est tout tracé: nous devons soutenir le maître dans toutes les mesures qu'il prend pour le bon ordre et la discipline de son école.

Il est donc de notre devoir des commissaires d'école, il me semble (1) de soutenir le maître dans tout ce qui regarde le bien moral des élèves; (2) d'avoir eux-mêmes et d'inspirer aux contribuables un véritable esprit de sacrifice. La question de l'éducation des enfants est assez importante pour que les commissaires d'école ne laissent la parole à des commissaires laïques sur ce sujet, et s'il est nécessaire, de formuler un vœu, il me semble que la chose aurait plus de poids si, après une discussion courtoise et une bonne mise au point, des commissaires autres qu'un prêtre se chargeaient de le faire.

Il me reste maintenant à vous remercier de votre bienveillante attention et à déclencher la discussion ouverte sur tous les points qui regardent le sujet traité, c'est-à-dire les devoirs des commissaires d'écoles.

Les Ecoles du Manitoba

M. l'abbé J.-Ad. Sabourin, chancelier de l'archevêché de Saint-Boniface, représentant l'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba, nous expose la situation scolaire actuelle de nos compatriotes dans la province voisine.

Dans la lutte que nous poursuivons pour la sauvegarde du caractère religieux et la survie de la langue française dans nos écoles, il y a comme un besoin qui s'affirme partout chez les nôtres. C'est celui de nous sentir les coudes, de travailler de concert dans la plus grande harmonie possible, en profitant tous de l'expérience des uns et des autres. Les organisateurs de cette splendide convention sont allés au-devant des desirs de tous en envoyant des invitations spéciales à leurs frères de l'Alberta et du Manitoba. Comme membre de l'exécutif de l'Association d'éducation des Canadiens-français de cette dernière province, je puis dire que rarement proposition a rencontré un accueil plus spontané, plus unanime et plus enthousiaste. Je puis même ajouter qu'en l'acceptant, ou à exorisme le désir et l'espoir que l'initiative prise par votre comité d'organisation devienne un précédent pour l'avenir dans le travail respectif des différents groupes de nos compatriotes de l'Ouest et dans les rapports qui doivent exister entre eux.

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX
Notre situation scolaire actuelle nous est déjà assez connue pour que je n'aie pas à dire beaucoup de détails. Légèrement parlant, au point de vue religieux, nos écoles publiques sont neutres au Manitoba; de neuf heures du matin jusqu'à trois heures et demie de l'après-midi. Dans un grand nombre de cas, même durant ce temps, la pratique vivante de la foi, de plus, la loi, ou c'est le désir des parents ou des commissaires d'école, et où la chose est possible, la loi permet l'instruction religieuse et quelques exercices de piété après trois heures et demie.

LE FRANCAIS
Au point de vue du français, si on voulait s'en tenir au texte de

- COMITE EXECUTIF DE L'ASSOCIATION DES COMMISSAIRES
- Président: M. Raymond Denis, Vonda.
 - 1er Vice-président: M. l'abbé J. Bois, Meyronne.
 - 2ème Vice-président: M. Charles Klein, Duck Lake.
 - Directeurs: M. l'abbé L. Adam, Saint-Louis; MM. J. A. Roy, Delmas; et Jean Hanton, Gravelbourg.

leur influence auprès des gens de leur district pour pousser à l'enseignement non seulement des jeunes filles, mais surtout des jeunes gens. Car que voyons-nous dans la province? Remarquons de jeunes filles et très peu de jeunes gens enseignant dans nos écoles. Or très peu de jeunes filles persévèrent dans l'enseignement après leur mariage, et cela se conçoit aisément: tandis que les jeunes gens peuvent se marier et continuer à enseigner, je n'ai pas l'honneur de connaître beaucoup de maîtres ou maîtresses d'écoles dans la province, mais les quelques uns, à ma connaissance, de personnel enseignant, qui, mariés ou non, aient continué à enseigner pendant de longues années, et parfois dans la même école, sont tous des maîtres et non pas des maîtresses.

J'ai fini, messieurs. Un commissaire lui-même m'avait suggéré de parler du devoir des commissaires à propos des danses dans les écoles. Comme, en abordant cette question, j'ai peur de marcher sur un terrain pas mal épineux, j'aurais mieux aimé laisser la parole à des commissaires laïques sur ce sujet, et s'il est nécessaire, de formuler un vœu, il me semble que la chose aurait plus de poids si, après une discussion courtoise et une bonne mise au point, des commissaires autres qu'un prêtre se chargeaient de le faire.

Il me reste maintenant à vous remercier de votre bienveillante attention et à déclencher la discussion ouverte sur tous les points qui regardent le sujet traité, c'est-à-dire les devoirs des commissaires d'écoles.

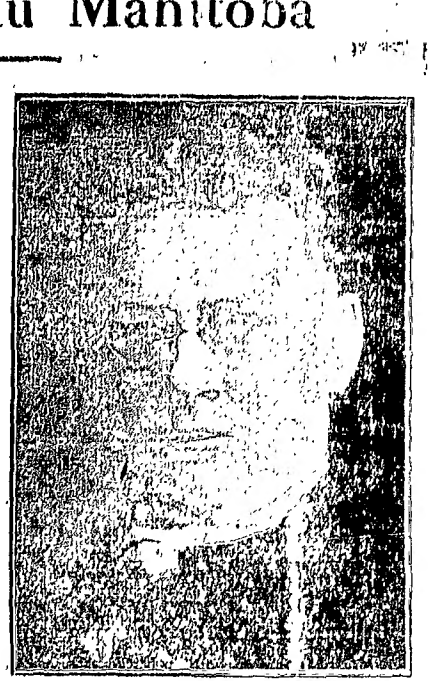
Les Ecoles du Manitoba

M. l'abbé J.-Ad. Sabourin, chancelier de l'archevêché de Saint-Boniface, représentant l'Association d'éducation des Canadiens-français du Manitoba, nous expose la situation scolaire actuelle de nos compatriotes dans la province voisine.

Dans la lutte que nous poursuivons pour la sauvegarde du caractère religieux et la survie de la langue française dans nos écoles, il y a comme un besoin qui s'affirme partout chez les nôtres. C'est celui de nous sentir les coudes, de travailler de concert dans la plus grande harmonie possible, en profitant tous de l'expérience des uns et des autres. Les organisateurs de cette splendide convention sont allés au-devant des desirs de tous en envoyant des invitations spéciales à leurs frères de l'Alberta et du Manitoba. Comme membre de l'exécutif de l'Association d'éducation des Canadiens-français de cette dernière province, je puis dire que rarement proposition a rencontré un accueil plus spontané, plus unanime et plus enthousiaste. Je puis même ajouter qu'en l'acceptant, ou à exorisme le désir et l'espoir que l'initiative prise par votre comité d'organisation devienne un précédent pour l'avenir dans le travail respectif des différents groupes de nos compatriotes de l'Ouest et dans les rapports qui doivent exister entre eux.

ENSEIGNEMENT RELIGIEUX
Notre situation scolaire actuelle nous est déjà assez connue pour que je n'aie pas à dire beaucoup de détails. Légèrement parlant, au point de vue religieux, nos écoles publiques sont neutres au Manitoba; de neuf heures du matin jusqu'à trois heures et demie de l'après-midi. Dans un grand nombre de cas, même durant ce temps, la pratique vivante de la foi, de plus, la loi, ou c'est le désir des parents ou des commissaires d'école, et où la chose est possible, la loi permet l'instruction religieuse et quelques exercices de piété après trois heures et demie.

LE FRANCAIS
Au point de vue du français, si on voulait s'en tenir au texte de



M. l'abbé J.-H. BRODEUR, Trésorier général de l'A. C. F. C.

L'Acte Scolaire et à certaines interprétations données en différentes circonstances par le Département de l'Education, notre langue n'aurait aucun statut légal durant les six ou sept premières années de l'enseignement primaire. Ici encore, disons que ce qui se rencontre fort souvent dans les pays britanniques, est aussi un fait en notre province. Au point de vue de l'enseignement du français, la pratique et la loi ne s'accordent heureusement pas. Et les protestations ne se font pas trop jour. On semble de plus en plus se rendre compte qu'il est déraisonnable en terre canadienne de refuser aux descendants des premiers colons, à deux millions et demi de Canadiens, citoyens paisibles et soumis aux lois s'il en fut jamais, le droit d'apprendre leur langue, l'une des deux langues officielles du pays, en quelque endroit du Canada, qu'ils puissent se rencontrer. Cela n'empêche pourtant pas que même qu

(A suivre en page 2)

(suite de la 1ère page)
point de vue pratique, notre système scolaire est tout rempli d'injustice. Il est en fait, à des degrés divers, mais réels, les droits de Dieu et des parents, les droits de l'Église et ceux de la Constitution.

HISTORIQUE DE LA QUESTION

Ceux qui désiraient se rendre compte du bien fondé de ce jugement qui le voudrait tout autre pour l'honneur de la province, ne l'ont peut-être pas sans profit une modeste brochure que nous avons en face de la persécution scolaire au Manitoba. Pour ne pas répéter ce qui se trouve écrit dans cet opuscule, je me bornerai à rappeler comment nous avons été amenés à l'état de chose actuel, quelle a été l'attitude des notres en face de la persécution, quel travail ils ont accompli, quelles méthodes ils ont suivies et quel succès a couronné leurs efforts.

AVANT 1890

Nos difficultés scolaires datent de 1890. Avant cette époque, il y a eu comme deux phases dans l'histoire de nos écoles. Avant l'organisation de notre province et son entrée dans la Confédération, en 1870, de par la coutume, il y avait eu depuis plus d'un demi-siècle des écoles confessionnelles, catholiques et protestantes, où les deux langues officielles du pays, la langue française et la langue anglaise, étaient également respectées. À partir de la Confédération, ou mieux de l'entrée de notre province dans la Confédération, ce qui était continue dans la première phase devint loi dans la seconde. Ces faits historiques étaient d'une importance capitale, car ils étaient les conditions qui devaient nous garantir à jamais des écoles catholiques et françaises. Les lois de l'Acte du Nord (art. 93 et 133) et de l'Acte du Manitoba (art. 22 et 23), c'est-à-dire, en vertu même de la Constitution de notre pays.

En 1890, notre gouvernement provincial foula au pied le pacte constitutionnel, le plus sacré qui puisse exister pour un pays. Il abolit les écoles confessionnelles, catholiques et protestantes, pour les remplacer par des écoles soi-disant neutres sous la dépendance d'un ministre de l'Éducation. Il tenta, de plus, la même année, d'abroger le caractère officiel de notre langue au Manitoba. La lutte qui suivit immédiatement, nous a connus, Monsieur Taché est mort à la peine. Pendant plusieurs années la question fut agitée devant les tribunaux et devant l'électorat du pays.

RÈGLEMENT LAURIER-GREENWAY

En 1896 advint le règlement Laurier-Greenway. Par suite de ce règlement, il fut permis de donner une demi-heure d'enseignement religieux après trois heures et demie. Là où certaines conditions étaient remplies. La langue française était mise sur le pied de n'importe quelle langue étrangère. Ce règlement que Léon XIII appela, dans son encyclique "Affariis", "défectueux, imparfait et insuffisant", n'a jamais eu l'approbation de Monsieur Langevin, ni explicite ni tacite. On le savait dans le camp des adversaires, si bien que le "Free Press", de Winnipeg, qui avait rompu plus d'une lance avec le vaillant lutteur, écrivait le lendemain de sa mort, par manière d'éloge suprême, qu'il n'avait jamais baissé pavillon sur la question scolaire.

LOI THORNTON

En 1916, nouvel amendement à la loi scolaire. La loi Thornton vint nous enlever les dernières bribes de droit qui nous restaient au point de vue de la langue. Le français, comme toutes les langues autres que l'anglais, fut banni de l'enseignement primaire jusqu'au septième ou huitième grade.

Ce coup de cravache était le dernier du genre que put nous infliger la loi. Il produisit un effet salutaire. On comprit alors ce qu'il eût peut-être mieux valu plus tôt. Pour résister à la force gouvernementale qui voulait nous écraser, il fallait autre chose que l'influence, l'habileté et le dévouement de quelques sommités sociales. Il fallait toute la force d'un peuple qui se dresse unanimement, pour revendiquer partout et toujours, en fait, quand il ne peut l'avoir de par le droit, la place d'honneur aux deux choses qui tiennent le plus au cœur de l'homme: à sa foi et à sa langue. De cette conviction profonde est née l'Association d'Éducation des Canadiens-Français du Manitoba.

ASSOCIATION D'ÉDUCATION

Un proverbe allemand dit que tous les débuts sont difficiles. Notre association en a fait l'expérience. Elle n'est pas bien sûre encore d'être arrivée au-delà de la période initiale de son existence.

Un comité de vigilance, fondé au commencement de février en 1916, a organisé une convention tenue dans le courant du même mois. De là est sorti un nouveau comité qui a con-

voqué tous les catholiques de langue française de la province au premier congrès du genre au Manitoba. Ce congrès eut lieu au mois de juin de la même année 1916.

Afin d'intéresser les groupes ruraux aussi bien que les groupes urbains au travail que l'on projetait, on nomma à ce congrès un comité de cent membres tirés d'un peu près toutes les localités. Ce comité devait se réunir deux fois par an. Sa mission était de donner ses directions à un exécutif composé de quinze membres environ, domiciliés à Saint-Boniface et dans les environs.

ANGLICISATION ET DE-CHRISTIANISATION

Dans les débuts, l'Association, sans désintéresser des détails, avait dirigé son intention première vers la grande somme de ses efforts vers la direction générale des idées et la bonne orientation de l'opinion publique, tant chez les notres que chez le reste de la population. C'était beaucoup sans doute. Mais c'était trop peu encore. Pendant que nous luttions, généralement, dans les rangs de langue française, et qu'un nombre apparemment grandissant chez nos concitoyens de langue anglaise, étaient unanimes à admettre et à proclamer l'importance de l'enseignement de la religion et de notre langue à l'école, les observateurs constatèrent que le coulage effectif de plus en plus. Le rouage administratif faisait son œuvre d'anglicisation et de déchristianisation d'une manière vraiment alarmante. C'était l'effet naturel de l'action permanente de la loi. L'Association, le Département de l'Éducation et les instituteurs sur les instituteurs et les institutrices par l'entremise de l'École Normale presque toujours exclusivement entre les mains d'Anglais protestants, puis par l'école primaire par l'entremise des instituteurs et des institutrices formés par les anglais protestants, des programmes et des bibliothèques scolaires reflétaient la mentalité anglaise et protestante et des inspecteurs aussi presque exclusivement anglais et protestants. Sans faire de bruit, et apparemment sans heurts profonds, la neutralité scolaire et l'enseignement unilingue devenaient de plus en plus des faits accomplis auxquels on s'habitait en bien des endroits presque sans révolte, sans protestation. Et pourtant que de chemin l'on parcourait et avec quelle vitesse!

IL FAUT AGIR

On s'apercevait de plus en plus

L'enseignement du français

M. Raymond Denis remercie chaleureusement Mgr Prud'homme de sa promesse d'un visiteur pour nos écoles. Il se félicite de voir que des milliers de nos s'intéressent aux choses de l'éducation et aux questions nationales. La question scolaire prime tout, dit-il, et il est facile de le constater.

Nous voulons que nos enfants apprennent leur langue maternelle à l'école. Ces enfants doivent être en mesure de lire les journaux français, de se tenir en contact avec la littérature catholique française, qu'ils conservent leur foi. Là où l'on ferme une école catholique, il faudra fermer l'église dans vingt ans. La lutte que nous avons à soutenir est religieuse avant que nationale.

Pas d'instituteurs

La loi scolaire nous accorde une heure de français par jour. Mais pour enseigner le français il faut des instituteurs français. Nous n'avons pas d'école normale bilingue, alors que l'Ontario lui-même en a. Jusqu'ici nous avons pu faire du recrutement dans la province de Québec. Une circulaire publiée en 1921 rend l'échange des diplômes entre les deux provinces pratiquement impossible. Cependant à la suite de réclamations faites à la veille même de la Convention, le gouvernement s'empressa de faire un peu mieux à l'égard des diplômés de Québec. C'est une victoire pour la Convention.

En dehors de la question des instituteurs, il y a encore d'autres obstacles à l'enseignement de notre langue: les programmes trop chargés et le manque d'inspecteurs français.

Résolutions des Commissaires

Résolutions des Commissaires
Le comité des résolutions se composait des personnes suivantes: MM. Raymond Denis, Mgr Carignan, Georges Hébert (Gravelbourg), F.X. Boileau (Lafleche), Abbé J. Bois (Meyronne), H. Kugener (Radville). Nous donnons ci-dessous la liste des résolutions qui ont été soumises aux délégués et adoptées ou rejetées. Nous ne pouvons entrer dans le détail des discussions, qui ont été très brèves. Nous donnons à la suite de chaque résolution, les noms de ceux qui ont pris la parole.

1. — Cette Convention revendique hautement les droits des parents sur l'éducation de leurs enfants et déclare que ce principe est sacré pour tous les catholiques sans distinction de nationalité. — Adoptée.
Abbé Dubois et R. P. Adam.
2. — Considérant les droits historiques que donne au français l'histoire même du Canada, aussi bien celle de l'Ouest que celle de l'Est; considérant la place occupée par la langue française dans le monde entier; considérant que cette langue est officielle, au point de vue fédéral, dans tout le Dominion et qu'elle est parlée par plus d'un tiers de la population du pays; cette Convention est d'avis que pour le plus grand avantage de nos enfants, l'enseignement du français, devrait être rendu obligatoire dans toutes les écoles de la province. — Adoptée.
G. Hébert et R. Denis.
3. — Attendant que la loi scolaire autorise l'enseignement du français, attendu que les commissaires d'é-

que dans nos paroisses rurales de population française, dans la mesure où l'on s'astreignait au régime d'école exclusivement anglaise, nos enfants perdraient la plus grande partie de leur temps et sortaient de l'âge scolaire ne sachant ni l'anglais ni le français. Dans les centres mixtes, et encore plus dans les centres anglais, la langue anglaise devenait la langue des salons, la langue du sport, la langue des correspondances, la langue des affiches, et chez les jeunes, les mœurs anglaises et protestantes prenaient la place de nos belles traditions chrétiennes et nationales. Les gens de meilleure volonté se sentaient déprimés. On réclamait quelque chose de plus précis et de plus pratique dans les directions de l'Association. C'est alors que celle-ci, tout en maintenant les grands principes, s'avance plus hardiment que par le passé sur le terrain de la pratique. Ceci se passait l'an dernier.

On comprendra les raisons qui nous font faire certains détails d'organisation donnés par M. l'abbé Sabourin et qui ont vivement intéressé les auditeurs.
M. Raymond Denis demande comment nos frères du Manitoba s'y prennent pour équilibrer leur budget.

Jusqu'à l'année dernière, répond M. l'abbé Sabourin, nous avons végété. Cette année il nous faut de \$6,000 à \$7,000 pour maintenir notre secrétariat permanent. Les collectes faites par les cercles locaux, exécutif, sont très peu efficaces, l'exécutif a envoyé dans chaque paroisse des délégués chargés de recueillir des fonds. Le succès a répondu à notre attente et nous espérons trouver les \$7,000 nécessaires.

À une question du président, M. l'abbé Sabourin dit que le comité exécutif se compose de quatorze membres: prêtres, avocats, financiers, tous de Saint-Boniface. Ceux-ci se réunissent deux fois par mois, sans avis, et il y a toujours quorum.

Le personnel enseignant et nos écoles

Le travail de M. Louis Charbonneau sur le personnel enseignant et nos écoles, que nous avons déjà publié, est écouté avec beaucoup d'attention. En réponse à une question qui lui est posée, M. Charbonneau attribue à trois causes principales la détérioration de la carrière de l'enseignant par les instituteurs et institutrices: 1. la difficulté de la tâche; 2. le mariage; 3. certaines injustices commises.

L'indifférence

La mauvaise volonté évidente du département de l'Éducation, sous les dehors de bonnes dispositions, constitue un premier danger pour nous; mais il en est un autre: notre indifférence. Aux dernières élections de commissaires, nous avons perdu 15 élections sur 150 écoles, dit M. Denis, qui cite à ce propos quelques faits navrants de défection et d'absentéisme.
Il y a quelques années, ajoute-t-il, on n'aurait pas admis un instituteur anglais dans nos écoles; aujourd'hui on n'a plus, les mêmes scrupules. Instituteurs et religieuses ne songent qu'au rapport de l'inspecteur et au fameux examen de 8e grade; pour cela ils négligent le français.

En 1920 et 1921, M. Denis a visité une cinquantaine d'écoles franco-canadiennes. Dans une de ces écoles, l'enseignement du français était bon; dans 15 à 18, passable; dans 20, nul.

Il nous faudrait une organisation puissante qui pourrait se dresser devant le département de l'Éducation et en obtenir ce que nous sommes en droit d'exiger. Ce serait en quelque sorte un ministère d'action française, de réveil catholique et national, qui centraliserait toutes les demandes d'instituteurs et institutrices et s'efforcerait de les satisfaire. Avec le visiteur des écoles promis, ce serait pour nous l'organisation de la victoire.

Nous ne donnons que les grandes lignes du discours de M. Denis, qui est très applaudi et auquel l'assistance fait une ovation.

une nouvelle violation des droits du père de famille et un dommage considérable causé aux fermiers; elle insiste pour que le gouvernement demande l'abrogation de cet article de la loi. — Adoptée.

MM. Gaudet et Bourassa.
5. — Cette Convention, considérant que le changement trop fréquent de maître ou de maîtresse dans les écoles primaires nuit à l'avancement des élèves, est d'avis de demander au Département d'Éducation d'améliorer son système de subventions en accordant une prime additionnelle annuelle et proportionnelle au nombre d'années qu'ils restent ensemble. — Adoptée.

J. A. Motut et J. A. Michaud.
9. — Que la Loi des Écoles soit amendée de façon à permettre à un bureau scolaire d'envoyer un délégué à une convention de Commissaires lorsque ce délégué n'a pas été élu à l'Assemblée annuelle et en attendant qu'un vote contraire n'ait été pris à cette assemblée. — Adoptée.

MM. Boileau et Boileau.
10. — Que la Loi des Écoles soit amendée de façon à permettre aux Commissaires scolaires un don maximum annuel de \$25 en faveur d'une œuvre quelconque se rapportant à l'éducation. — Adoptée.

MM. Denis et Leblond.
11. — Cette Convention, considérant que le travail d'un personnel enseignant bilingue est plus méritoire par le fait de l'enseignement des deux langues, recommande aux commissaires scolaires de se montrer aussi généreux que le permet l'état des finances du district, tout en tenant compte des diplômes et de l'expérience des maîtres et maîtresses. — Adoptée.

MM. Chailand et St-Jacques.
12. — Cette Convention proteste énergiquement contre les résolutions 15, 17, 53 et 68 votées à son assemblée de 1922 à Regina par la Saskatchewan School Trustees' Association. Ces résolutions, votées d'année en année, ne sont destinées qu'à soulever le fanatisme. — Adoptée.

A. P. Marcotte et R. P. Adam.
13. — Cette Convention remercie l'Honorable Ministre Latta pour l'esprit de bienveillance qu'il a toujours apporté au règlement des questions à discuter mais elle espère que son influence modératrice bienfaisante sera mise davantage au service du fanatisme. — Adoptée.

Abbé Mourey et M. Grézeaud.
14. — En vue de certaines demandes faites à notre Exécutif, celui-ci désire connaître s'il est de l'intention de l'Association des Commissaires d'école franco-canadiennes de continuer à tenir ses conventions ou bien si elle préfère se rallier à la "Saskatchewan School Trustees' Association". — La Convention se prononce presque à l'unanimité contre le ralliement à la "Saskatchewan School Trustees' Association".

15. — Considérant que dans toutes nos écoles, un bon nombre d'élèves arrivent chaque matin en retard sans raisons valables; considérant que ce retard apporte une perturbation malfaisante dans l'école et entrave le progrès des élèves; cette Convention est d'avis que la loi scolaire devrait être amendée de façon à punir d'une amende les parents dont les enfants n'arriveraient pas à l'école. La punition serait infligée à la troisième infraction, et un avis donné aux parents. — Rejetée.

16. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

17. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

18. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

19. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

20. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

21. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

22. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

23. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

24. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

25. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

26. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

27. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

28. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

29. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

30. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

31. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

32. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

33. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

34. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

35. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

36. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

37. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

38. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

39. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

40. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

41. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

42. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

43. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

44. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

45. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

46. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

47. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

48. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

49. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

50. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

51. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

52. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

53. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

54. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

55. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

56. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

57. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

58. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

59. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

60. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

61. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

62. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

63. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

64. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

65. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

66. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et d'en envoyer une copie à chaque instituteur et institutrice.

67. — Considérant que le Département de l'Instruction publique ne veut pas se charger de faire un programme de l'enseignement du français dans les écoles primaires où le français est enseigné en vertu de l'article 173 de la loi scolaire, cette Convention demande à l'Exécutif de l'A. C. F. de préparer ce programme et

Mentalité catholique et française

Après avoir salué S. G. Mgr Prud'homme, M. Raymond Denis, président de la Convention, a prononcé le discours d'ouverture de la bienvenue aux Franco-Canadiens.

Bienvenue aux délégués
Après avoir salué S. G. Mgr Prud'homme et ses délégués, M. Raymond Denis, président de la Convention, a prononcé le discours d'ouverture de la bienvenue aux Franco-Canadiens.

En l'absence du maire Davis, le maire suppléant W. H. Rowe exprime des souhaits de bienvenue au nom de la ville.

Allocution du Président

M. Raymond Denis remercie les deux orateurs et félicite la ville de Prince-Albert pour l'exemple qu'elle donne des deux grandes races du pays s'appuyant l'une sur l'autre. Il remercie S. G. Mgr Prud'homme qui reçoit les congressistes dans sa ville épiscopale et saluait en lui l'évêque de l'Ouest, le chef formé à l'école des langues et des belles-lettres, un homme de culture, un homme de bien, qui a sa place marquée au milieu de nous comme fondateur du "Patriote" et à S. G. Mgr Mathieu, malheureusement absent. Il remercie les délégués des provinces voisines et entretient une féderation prochaine des forces françaises de l'Ouest.

Après un bref aperçu du programme de la Convention, M. Denis donne la parole à S. G. Mgr Prud'homme.

Discours de Sa Grandeur Mgr Prud'homme

Nous sommes en convention dans le but de promouvoir les intérêts de la foi et de la langue française. Vous me permettrez donc d'insister sur un point de suprême importance, celui de former une mentalité catholique et française, c'est-à-dire une manière de penser et d'agir qui tourne à la gloire de l'Eglise et de la Patrie, en d'autres termes une conviction profonde que l'Eglise est la seule vraie, et que le français est des droits incontestables, en ce pays qu'il faut sauvegarder à tout prix. Impossible d'arriver à cette fin sans un long travail, mais il y a un point de départ, c'est la foi et de la race je demande.

Mentalité catholique

Notre société est certainement malade au point de vue religieux. Les idées les plus dangereuses dans l'ordre moral et social sont propagées dans la presse, sur les tribunes publiques et sous le manteau de la science. Si nous voulons régénérer notre société, il faut tout d'abord semer la vérité, telle qu'elle est contenue dans l'Evangile et enseignée par la Sainte Eglise.

Ce qu'il importe, c'est de faire la lumière dans les intelligences, car ce sont les principes, parce qu'ils sont principes, qui poussent à l'action et qui exercent une influence sur les réalités de chaque jour. En un mot c'est la mentalité qu'il faut surtout de perfectionner, ou de changer selon le cas. Si donc nous voulons défendre les intérêts de la Sainte Eglise en ce pays, d'une façon plus spéciale dans cette province, il faut à tout prix nous former une mentalité catholique. Cette mentalité, il faut qu'elle se forme au foyer et à l'école, par une attention spéciale donnée à l'enseignement du catholicisme, soit par les parents, soit par les instituteurs ou les institutrices.

Si nous voulons préparer une génération d'hommes d'action catholiques, efforçons-nous dès maintenant de former des hommes de bien. La France, après la Révolution de 89, était certes bien compromise au point de vue des idées religieuses, et longtemps les fausses doctrines des encyclopédistes du dix-huitième siècle eurent libre cours en France. Pour sauver la France de ce grand péril antireligieux, qu'a-t-on fait?... Des catholiques en vue, hommes de science et de lettres, philosophes, historiens ou orateurs, tels que Chateaubriand, de Maistre, de Bonald, Lamennais, Montalembert, Lacordaire, Ozanam, Gratry et beaucoup d'autres, n'ont pas cru mieux faire pour sauver la France de la crise révolutionnaire que de refaire aux hommes de leur temps une mentalité catholique. Et par ce beau mouvement, la France est restée catholique dans les idées et dans la vie intérieure en dépit de son attachement officiel. A vous donc dans cette province de faire œuvre d'apostolat, en jetant dans la vie populaire, à toutes les époques de la vie, des principes de foi, car de la lumière on en réclame partout, et le peuple est fatigué, désabusé de ces doctrines et de ces systèmes qui entraînent avec eux tant de déceptions, de désempolements et de souffrances.

Chétifs?
Si bébé ne profite pas, il lui faut ce lait nutritif et digestible.
EAGLE BRAND
Lait condensé
Borden
Deux livres gratuits contenant des recettes de cuisine et de pâtisserie.

La langue française est une langue imprégnée du Christianisme.

On a dit: "Le berceau de la France est le berceau du Christianisme." Elle est née en effet d'un acte de foi, sur un champ de bataille. Aussi est-elle restée la nation élue, le sergent de Dieu, la fille aînée de l'Eglise, et ses vieux rois s'appelaient les *rois très chrétiens*. C'est elle qui a sauvé l'Occident, sous Clovis, la vraie foi contre les peuplades aryennes, tout comme elle a sauvé l'Europe de la barbarie musulmane, sous Charles Martel, en brisant les armées sarrasines. C'est elle aussi qui sous Pépin et Charlemagne assura l'indépendance et la souveraineté temporelle des papes. C'est elle qui mena les Croisades au XIIIe siècle. C'est elle qui couvrit la France de sa *blanche robe des cathédrales*. C'est elle qui, par le génie de Bossuet, a fait reculer le protestantisme. Et au XVIIIe siècle, alors que la défection fut universelle en Europe elle, la France, a résisté à la tourmente religieuse et elle imposa à son roi Henri IV l'obligation d'être catholique pour mériter l'honneur d'être roi. N'oublions pas qu'au XIIIe au XIVe siècle, ce sont les prêtres de France qui prêchent l'évangile à travers la Germanie, en Orient et au tombeau du Sauveur. N'oublions pas que du XIe au XIIe siècle, ce sont les moines de France qui ont fondé les universités de France qui ont fondé le Nouveau-Monde. N'oublions pas que sur 18,000 missionnaires la France en donne 14,000, et que sur 53,000 religieux, elle en donne 42,000; que la France donne 3,000, 000 de francs sur 8,000,000 que recueille chaque année la Propagation de la Foi; qu'elle a fourni au ciel plus de martyrs que tout le reste de l'Europe ensemble puisqu'elle revendique les 54 de martyrs et qu'aucune nation peut-être n'a donné au catholicisme autant d'hommes mis sur les autels. N'est-ce pas la France qui, en ces derniers temps, a été l'inspiratrice de tant d'œuvres religieuses: la dévotion au Sacré-Cœur, l'adoration nocturne du Saint Sacrement, les semaines sociales, l'institution des congrès eucharistiques internationaux, les œuvres de charité, etc.?

Lacordaire pouvait bien parler de "la vocation religieuse de la nation française". De Maistre avait le droit de parler à son tour de "la magistrature morale et religieuse dont Dieu investit la France et qu'elle exerce en Europe". Et le Pape Anastase pouvait bien écrire en 1886, à Clovis converti et baptisé: "Glorieux fils, console ta mère, la Sainte Eglise; elle s'appuie sur toi comme sur une colonne de fer. Saint Avit, évêque de Vienne, pouvait avec raison écrire au même Clovis et à la même date: "Voilà le baptême, c'est vraiment la naissance de Jésus-Christ en Occident". Est-il étonnant que le chancelier de fer, Bismarck, ait pu déclarer un jour au député Werlé: "La force du catholicisme est en France, si nous pouvons l'en extirper nous serons maîtres des Latins." Est-il étonnant qu'une nation qui a mis au service de l'Eglise son âme, ses personnages les plus marquants, et surtout son clergé, possède une langue si profondément catholique? C'est à la source du Christianisme qu'elle a puisé sa meilleure sève.

Cette langue qui plonge ses racines dans le génie du Christianisme, a été forgée et perfectionnée par les moines et les prêtres sous les régimes de France, pour atteindre sa perfection sous Bossuet, Corneille, Racine, Molière, Lafontaine, Pascal et tant d'autres. C'est parce que la civilisation française est imprégnée de la sève du Christianisme, qu'elle ne peut se défaire de cet activisme religieux, qu'elle est marquée du sceau indélébile de la foi chrétienne, que la conservation de la langue française en ce pays est un rempart pour la foi. Voilà l'idée qu'il faut faire naître dans l'intelligence des enfants, des adultes et de tous. Une fois que cette vérité pénétrera les masses populaires, il sera facile de faire adopter les moyens jugés nécessaires pour sauvegarder les intérêts de la langue en ce pays. Une fois pénétrée

Ce que la patrie demande, c'est l'oubli de soi qui va parfois jusqu'à l'héroïsme, et toujours à l'honneur. Chaque un se regarde, regarde autour de soi: le bien à faire est là et pas ailleurs! Que chacun accomplisse généreusement le petit sacrifice que la patrie exige et alors le grand devoir patriotique sera fait. "Que chacun, dit Mgr Gibier, balaie le devant de sa porte et la rue sera propre!" Que chacun fasse sa quote-part, travaille dans la mesure de ses forces et de cette discipline de cette organisation des activités individuelles, résultera un travail d'ensemble qui sauvegardera les intérêts de la race! Pour former cette mentalité française, pénétrons-nous bien des pensées suivantes:
La langue française est officielle au pays.
Lisons ce qui a été écrit à ce sujet, notamment le discours de l'honorable sénateur Beaufort, prononcé tout dernièrement devant les étudiants de l'université de Toronto.
Elle a une puissance d'universalité à nulle autre comparable parmi les langues modernes.
La France, a écrit M. Victor Giraud est *humaine*, c'est à cause de cette mission qu'elle s'est faite une langue communicative, universelle, capable d'être comprise, par l'humanité. C'est aussi parce que la France est idéaliste, c'est-à-dire parce que la France cherche l'idée et par conséquent ce qui ne meurt pas et ce qui participe à l'éternité: c'est parce qu'elle se bat pour des idées qui la dépassent et l'emportent, c'est parce que la France est civilisatrice et apporte qu'elle s'est choisie une langue saine, douée d'une grande puissance d'universalité. Elle est faite de clarté, d'ordre, de noblesse et d'harmonie. Elle est faite d'or et d'acier comme l'épée de Durandal. Est-il étonnant maintenant qu'au congrès de Nîmègue, en 1678, elle ait été choisie comme la langue de la diplomatie?

AVANT LA NAISSANCE DE MON BEBE

Le Composé Végétal de Lydia E. Pinkham m'a été d'un bénéfice immense.

Sydenham, Ontario.—"J'ai pris votre remède avant la naissance de mon bébé, à mon grand avantage, car j'étais malade avant d'en prendre. Je me sentais constamment épuisée, faible et anémique. J'étais nerveuse, ne reposant la nuit ni le jour. Une amie me conseilla de prendre le Composé Végétal de Lydia E. Pinkham. J'en ai pris quelques bouteilles, et l'effet a été excellent. Je le recommande à toute femme qui veut préserver sa santé et sa beauté. Vous pouvez l'acheter partout, au sujet du Composé Végétal, il faut pour en secourir d'autres."—Mme Harvey Milligan, Sydenham.

Une foule de cas de ce genre nous ont été rapportés. Beaucoup de femmes sont malades à cette période et elles deviennent faibles, épuisées, et pourtant il est essentiel pour la mère et pour l'enfant, que les forces soient soutenues. Le Composé Végétal de Lydia E. Pinkham est un excellent tonique pour la mère, à cette époque. Préparez de racines et herbes médicinales, ne contient aucune drogue dommageable. La mère peut en prendre, sans crainte, tout en allaitant le bébé.

de cette grande vérité fondamentale, tous comprendront la nécessité d'un journal français, de cercles français, de l'enseignement du français dans les écoles, dans les congrès, dans les conférences, dans les journaux, dans les livres, dans les œuvres de charité, etc. Tous se feront un devoir de parler français partout, d'exiger du français partout. En un mot les sacrifices à faire pour la défense de la langue seront facilement acceptés. Quittons tous cette convention, bien convaincus que nous avons des devoirs importants à remplir au point de vue de la foi et de la langue, que nous ne pouvons pas, pris individuellement, tout faire dans ces deux domaines, mais que tous nous pouvons faire quelque chose, que nous devons le faire et que c'est en accomplissant ce devoir que nous travaillerons à la sauvegarde de la foi et de la langue en cette province. Retenons tous cette devise déjà citée de Sir Etienne-Pascal Taché: *Pas tout, mais tous pouvons.*

Restons tous unis pour la défense de ces deux grandes causes: la foi et la langue. "Soyons unis pour nous protéger", telle est la devise de Mgr Charlebois. Faisons la nôtre. Pour rester unis, il faut parler et écrire en français. C'est la recommandation de Saint-Paul dans son Epître aux Corinthiens VI-9 à 13. Si nous voulons garder notre foi intacte, éloignons-nous des dangers, fuyons les personnes qui peuvent empoisonner nos intelligences, et séparons-nous de toutes les sources qui peuvent souiller notre âme et ternir l'éclat de notre foi.

Au point de vue national, tenons-nous en garde dans nos rapports avec ceux qui veulent la disparition de notre langue, et ceux de nos frères qui forment l'honneur et qui préfèrent les délices de Capoue ou le fil de rose du Sybarite aux combats des hommes d'honneur. Tachons d'éclairer nos ennemis, et forçons-nous d'inspirer aux indifférents et aux pusillanimes les sentiments de l'honneur, et aux transuges l'ignominie de leur conduite. Soyons *déterminés* à défendre tout ce qui est français. La peine de 30,000 francs nous a été imposée au Parlement de France par son programme, pour que nous ne soyons pas traités comme des traités. Pourquoi? Parce qu'ils savent ce qu'ils veulent. Soyons *déterminés* pour le bien comme eux le sont pour le mal. "Rien n'hardit autant l'audace des méchants que la faiblesse des bons", disait Léon XIII, le 10 jan-

vier 1890, dans son Encyclique sur les principaux devoirs des chrétiens. *Soyons déterminés*, c'est-à-dire convaincus de la bonté de notre cause et tachons de faire œuvre de propagandistes en nous efforçant de transmettre à d'autres cette conviction. Soyons *déterminés*, c'est-à-dire n'hésions pas à livrer un rude combat, s'il le faut, pour le triomphe de la vérité.

Nous pourrions demander au Gouvernement un secrétaire dans le Ministère de l'Instruction Publique qui relèverait directement du ministre, à qui il rendrait compte de sa gestion de l'enseignement bilingue, qui comprend l'inspecteur au point de vue français, l'acceptation des diplômes bilingues et des programmes d'étude. Ce serait un achèvement vers l'établissement d'une Ecole Normale bilingue. Cet inspecteur devrait inclure 2 inspecteurs, l'un pour le Sud et l'autre pour le Nord. (150 écoles bilingues).

N'oublions jamais — car l'histoire est là pour l'attester — qu'il y a deux choses qu'on ne peut enlever à un peuple, c'est sa foi et sa langue. On peut tout faire avec des baïonnettes, excepté s'asseoir dessus," dit un proverbe.

Donc "En avant! Vers l'avenir!" (Comte A. de Mun).

Et retenons les deux devises suivantes: "Plus d'honneur, que d'honneurs". Devise des Lantignac. "Pas tout, mais tous pouvons". Devise de Sir E. P. Taché.

TELEGRAMMES

Le Président donne lecture des télégrammes suivants:
Avec vous esprit et cœur. Dieu vous bénisse, vous éclaire et rende vos travaux féconds.
O. E. MATHIEU, Archevêque de Régina.

Mes vœux aux congressistes. Que Dieu bénisse leurs travaux et les rende efficaces.
A. BELIVEAU, Archevêque de St-Boniface.

Regrette sincèrement d'être incapable d'assister à la Convention à cause du travail de la session. Salut aux congressistes et mes vœux très sincères de succès.
M. URRICH, Secrétaire provincial.

Félicitations et meilleurs vœux de succès à la Convention franco-canadienne. De cœur avec vous.
A. F. AUCLAIR, O.M.I. Abbé P. E. MYRE, Abbé THIBIAULT, San Diego, Californie.

Regrette ne pouvoir assister à la Convention. Pris ici par travail de colonisation. Vous souhaite, ainsi qu'aux délégués, le meilleur succès.
J. E. LAFORCE.

La Sauvegarde, qui s'intéresse à toutes les manifestations de survie française, adresse à la Convention de Prince-Albert, ses meilleurs vœux de succès. Elle salue les vaillants défenseurs de la langue dans la Saskatchewan et les assure de toute la sympathie du vieux Québec.

Allocution de Sa Grandeur Mgr Charlebois

S. G. Mgr Charlebois nous adresse quelques mots très du cœur. Il rappelle qu'en 1912 il avait assisté à la première Convention de l'A. C.

F. C. à Duck Lake. Six autres ont eu lieu depuis, auxquelles il n'a pu prendre part, à son grand regret. Il se plaît à noter le contraste entre ce congrès et celui de 1912, qui était surtout un congrès de bonne volonté. Un grand travail s'est fait depuis, il est heureux de le constater. Un tel spectacle nous remplit d'espoir pour l'avenir. Le programme qui se déroulera à cette Convention est dû au dévouement et au patriotisme de tous et de chacun, surtout aux âmes dirigeantes qui y ont mis le plus d'activité. Il est dû aussi au cher et vaillant "Patriote".

Si vous avez réussi à faire quelque chose dans le passé et si vous pouvez espérer faire quelque chose dans l'avenir, poursuivez Mgr Charlebois, il faut l'attribuer à votre journal. Sans journal on ne peut rien faire. En 1912, au moment du Congrès, le "Patriote" venait juste de ressusciter et il n'avait qu'une existence bien faible. Son directeur avait écrit: "Le "Patriote" ressuscite pour ne plus mourir..." et beaucoup avaient souri à cette prophétie. Cependant le H. P. Auclair a eu raison. Le "Patriote" n'est pas mort et il ne mourra pas. C'est une œuvre du bon Dieu. J'ai été témoin de son origine, dit l'orateur. Humainement

parlant, il ne pouvait pas exister et il n'a tenu que grâce à la vaillance de son directeur, à qui il a failli coûter la vie. Nous espérons saluer bientôt le retour du R. P. Auclair et le voir diriger son journal pendant de nombreuses années encore.

Mgr Charlebois dit, en terminant, qu'il n'est pas venu seulement en son nom personnel, mais aussi au nom du petit groupe de Canadiens du Pas qui veulent, eux aussi, demeurer français et se saignent pour entretenir leur école où cent petits Canadiens apprennent leur langue.

Le vénérable évêque missionnaire est acclamé, et l'on chante quelques refrains canadiens avant d'entendre le représentant de l'Alberta, M. L. A. Giroux.

(Voir en page 4 la suite du compte rendu du Congrès)

OTTAWA — Il est fortement ramené dans les cercles, bien informés de la capitale que le ministre des finances, M. Fielding, abandonne bientôt la politique pour devenir notre représentant à Washington. On mentionne M. A. K. Maclean comme son successeur au ministère des finances.

Le Comptoir Agricole

Courtiers en grains
A. Préfontaine, Président. E. I. Dufresne, Sec.-Trés.
RAYMOND DENIS
Représentant général pour la Saskatchewan

La seule Compagnie française ayant un siège au Grain Exchange

Expédiez-nous vos grains par char. Nous veillons soigneusement au grade et au dockage. Nous vous obtiendrons les meilleurs prix du marché. :: :: :: ::

Si vous chargez par l'élevateur, adressez-nous vos billets d'emmagasinage (storage tickets), et nous nous arrangerons directement avec la Cio de l'Elevateur.

Nous vous avançons 75 per cent de la valeur de votre grain sur reçu du "bill of lading" ou des "storage tickets" en attendant de faire la vente.

Il est très important pour les fermiers d'être représentés à Winnipeg par une maison compétente et honnête, à cause des variations du marché.

POUR OBTENIR LES MEILLEURS PRIX, CONSIGNEZ-NOUS TOUTS VOS GRAINS.

Le Comptoir Agricole

300 Grain Exchange, WINNIPEG, Man.

Mme BLANCHE BINETTE, 227, rue Kirouac, Québec, SOUFFRAIT de MAUVAISES DIGESTIONS et D'ENGOURDISSEMENTS.
Mme EDMOND LAMOTHE, 127, rue St-Georges, Trois-Rivières, P.Q., AVAIT DEPUIS LONGTEMPS DES DOULEURS INTERNES
Mme MARIE-LOUISE BOIS, 2, rue Emma, Montréal, ETAIT FAIBLE et AVAIT SOUVENT DES MAUX DE TETE,
TOUTES TROIS SE SONT GUERIES EN PRENANT LES
PILULES ROUGES
POUR LES FEMMES PALES ET FAIBLES



Mme Blanche Binette
227, rue Kirouac, Québec.

Je suis complètement guérie et c'est aux Pilules Rouges que je le dois. Je souffrais terriblement de l'estomac; la plus légère nourriture ne passait pas et, par moment, je craignais d'être menacée de paralysie parce que j'avais des engourdissements dans tous les membres. Tout cela est disparu aujourd'hui et je me réjouis. Les Pilules Rouges sont le meilleur remède que je n'aie

se recommander. Mme Blanche Binette, 227, rue Kirouac, Québec.

J'ai été pendant longtemps très faible et ai souffert de mauvaises digestions et de douleurs internes. Une de mes voisines me conseilla de prendre des Pilules Rouges, ce que je fis sans tarder, car les remèdes que j'avais employés auparavant n'avaient eu aucun résultat durable. Les Pilules Rouges m'ont d'abord donné des forces et ensuite mes douleurs sont peu à peu disparues. Ma santé est bonne maintenant. Mme Edmond Lamothe, 127, rue Saint-George, Trois-Rivières, P. Q.

Depuis quelques années j'emploie les Pilules Rouges et je n'ai jamais trouvé de remède pour me faire autant de bien. Je souffrais beaucoup autrefois de maux de tête et de faiblesse et c'est avec les Pilules Rouges que je me suis tonifiée et guérie. Dès les premières boîtes que j'ai prises je me suis mieux portée et après quelques semaines de traitement je n'avais plus de douleurs. Maintenant je veille soigneusement à ma santé et si j'ai quelques maux de tête ou de faiblesse, je prends immé-

diatement quelques boîtes de Pilules Rouges. Cela me remet invariablement. Madame Marie-Louise Bois, 2, rue Emma, Montréal.

Les mères de famille font prendre à leurs fillettes les Pilules Rouges pour leur assurer une bonne santé.

Les femmes qui souffrent de maladies internes, d'anémie, trouvent leur guérison dans l'emploi des Pilules Rouges. Au retour de l'âge, elles ont recours aux Pilules Rouges pour aider le sang à se bien placer et pour éviter les maladies les plus dangereuses.

CONSULTATIONS GRATUITES. — Les Médecins de la Compagnie Chimique Franco-Américaine donnent des consultations gratuites à toutes les femmes qui viennent leur voir ou qui leur écrivent.

Les Pilules Rouges se vendent 50 centimes la boîte. Tous les pharmaciens et les marchands de remèdes les ont. Cependant, si quelqueun ne pouvait les trouver dans sa localité, nous les lui enverrions sur réception du prix. — COMPAGNIE CHIMIQUE FRANCO-AMERICAINE, 1660, 274, rue Saint-Denis, Montréal.

PROFITEZ DE CES PRIX EXCELLENTS
ET EXPEDIEZ-NOUS IMMEDIATEMENT VOS PEAUX DE
LOUP, BELETTE, VISON
Loup fin, première qualité \$30.00 à \$40.00
Loup, peau ordinaire, première qualité \$24.00 à \$30.00
Les peaux de qualité inférieure sont payées en proportion.
Vison brun, fin, première qualité \$15.00 à \$20.00
Belette blanche, première qualité \$1.50 à \$2.00
Belette tachée ou endommagée payée en proportion.
Toutes les autres fourrures sont payées les meilleurs prix du marché. Les plus hauts prix possibles sont aussi payés pour les peaux.
Pour l'avantage des vendeurs de la Saskatchewan, ceux-ci pourront expédier leurs peaux à R. S. Robinson & Sons, Ltd., Canora, Sask., où notre représentant paiera les droits et le coût de transport ici.
R. S. ROBINSON & SONS, LTD.
Acheteurs et exportateurs de fourrures brutes, peaux, racines sèches et faïence.
R. S. R. Bldg., angle de l'Ave. Pacific et de la rue Louise, Winnipeg.

A. J. HANSEN & CIE
ARGENT A PRETER SUR FERMES
Intérêt réduit à 6 p.c.
Bons postaux et chèques pour toutes les parties du monde.
Bons achetés et vendus.
A. J. HANSEN, Notaire public
C. L. RIACH, Solliciteur

FUMEZ LE TABAC HACHE

"OGDEN'S
CUT PLUG"



15¢
le paquet

Boîte
métallique
d'une 1/2 lb.
80¢

"Un Vrai Régal"

Pour ceux qui veulent leurs cigarettes
DEMANDEZ
LE TABAC HACHE FIN
"OGDEN'S FINE CUT"
(Dans le paquet vert)
C'EST LE MEILLEUR

Harry Lyons & Co.

Corner Central Ave - 10th St.

Dry Goods.
Ladies Ready-to-Wear.
Shoes for Women & Children.

Venez nous voir pour des chaussures
de qualité

Nos chaussures sont très résistantes et conserveront leur forme le plus longtemps. Nous avons un large assortiment de chaussures à la dernière mode pour dames et enfants et nous garantissons chaque paire de chaussures qui sort de notre magasin. Si elle ne donne un service raisonnable, nous vous en donnerons une autre. Notre stock comprend des souliers du plus beau kid, veau, satin et suède. Le choix des nuances et des modèles est très considérable. Quand vous avez besoin de chaussures, voyez les nôtres d'abord et comparez les prix. Cela vous payera.

Chaussures et souliers

- Oxford, deux couleurs, marque Arthur Julia. Combinaison de veau noir et de daim sable. Semelles Goodyear talon carré. La paire \$7.75
- Oxford brun, très beau veau, semelles à trepointes, talon carré, marque Arthur Julia. La paire \$6.95
- Souliers en veau brun lustré, combinaison de daim sable, marque Arthur Julia et talons de sport. La paire \$7.75
- Souliers en kid noir avec courroie, faits de veau de première qualité, semelles à trepointes et marque Arthur Julia. La paire \$6.95
- Chaussures hautes, en très beau kid brun, talons français. Prix très spécial, la paire \$4.95
- Nous avons un lot considérable de chaussures d'enfants, marque Pillow-Welt. C'est une chaussure avec semelles à coussinets, qui procurera aux enfants le maximum de confort et donnera le plus long service. Pointure de 4 1/2 à 1 1/2. Noir et brun. La paire \$3.75 et \$4.25



NOUVEAUTES

Nous avons un assortiment complet d'étoffes à costumes, soies, serges, tricotine, etc., toutes les nuances désirables.

CHANDAILS POUR DAMES ET ENFANTS
REDUCTION DE 33 p.c.

Venez nous voir et vous informerez de nos prix. Nous désirons vivement que vous puissiez examiner notre assortiment et vous procurer des échantillons. Nous voulons faire une vente en règle.

La vie de l'A.C.F.C.

La séance du mercredi après-midi est présidée par M. l'abbé Brodeur. Il remplira si bien ses fonctions qu'on le maintiendra dans sa charge de tous les jours. De l'avis de tous il fait un président idéal, plein d'entrain, jovial, ferme au besoin pour ne pas laisser s'écarter la discussion.

Après la lecture et l'adoption des rapports du Chef du Secrétariat et du Trésorier général, le R. P. Adam prononce un grand discours sur l'organisation en général et le rôle des cercles de l'A. C. F. C.

Nécessité de l'organisation

Il montre d'abord la nécessité de l'organisation pour soutenir nos luttes et assurer le triomphe de nos droits. Nous sommes chez nous dans ce pays qui a été bâti par nos pères. Nous devons donc y revendiquer notre idéal. Nous ne serions pas dignes de notre patrie d'origine la France, si nous n'avions pas un idéal élevé comme Dieu lui-même; mais pour cela l'organisation est indispensable.

Qu'a fait l'A. C. F. C.?

Qu'a fait l'A. C. F. C. sur le terrain de l'organisation? se demande l'orateur. — Elle a fait quelque chose, elle a fait beaucoup. — Aurait-elle pu faire davantage? — Je le crois, un bon nombre le croient. Pourquoi n'a-t-elle pas fait davantage? — Parce qu'elle ne constitue pas la masse. Il y a 40,000 Franco-Canadiens dans la Saskatchewan et tous devraient faire partie de l'A. C. F. C.

Français et Canadiens français

Nous sommes tous Franco-Canadiens. Français et Canadiens français sont une seule et même chose. Trop souvent, hélas! on veut établir une différence entre eux. C'est une grande injustice à l'égard des Français du pays et des habitants du Canada français. Français de France et Canadiens français ne sont pas seulement cousins, mais frères par le sang, le cœur et l'intelligence; ils ont le même esprit latin. Les petites rivalités doivent disparaître, nous devons nous entendre, nous aimer, car il n'y a pas d'organisation sans entente parfaite.

Résistance française

L'organisation nous doit être un centre, la résistance française. Sommes-nous donc attaqués? — Oui, nous sommes en plein cœur, dans notre âme et celle de nos enfants. Nous ne prêchons pas la révolte, mais nous devons défendre nos droits. Nous avons le droit de parler et de faire entendre la voix de la France. On dit que le gouvernement est bien disposé à notre égard; cependant toutes sortes d'obstacles sont mis en avant pour empêcher que nos enfants apprennent leur langue à l'école. Le jour où nous nous présenterons à Régina, nous nous présenterons à Régina, nous remporterons facilement la victoire.

Rôle des cercles

L'A. C. F. C. est nécessaire au point de vue social, paroissial et national. Le Canada français est l'œuvre du clergé. Les curés du pays ont toujours été fidèles à l'idéal français. Ils n'ont d'ailleurs pas le droit d'être traités à cet égard; ils doivent faire un avec leur évêque. Les curés de la Saskatchewan sont heureux et fiers d'avoir pour archevêque et pour évêque des frères. Nous aussi nous avons un rôle à jouer, à côté du prêtre dans le service de la langue et de la religion. Ils doivent marcher la main dans la main avec les curés et doivent être pour eux le bras et le bras.

A. C. F. C. paroissiale, gratuite et obligatoire

En terminant, l'orateur formule le vœu que l'A. C. F. C. soit désormais une œuvre paroissiale, gratuite et obligatoire.

L'assistance chante: "Jadis la France sur nos bords."

Une intervention de Mgr Prud'homme

S. G. Mgr Prud'homme se lève immédiatement après le R. P. Adam. Dans une magnifique improvisation qui soulève un grand enthousiasme, il déclare qu'il a toujours été un ami, un admirateur de la France. Il a appris à l'aimer, dit-il, chez lui, sur les bords de la Rivière Rouge, d'un père qui l'a toujours aimé et servi et qui se plaisait à rappeler qu'il avait versé des larmes en apercevant pour la première fois les côtes de Bretagne. Il a appris à l'aimer ensuite au Grand Séminaire de Montréal, chez les Sulpiciens; plus tard, à l'école du grand Mgr Langevin, qui avait coutume de dire que l'on devait pratiquer à l'égard de la France la pudeur de la charité, qui jette le voile de l'affection sur les fautes de ceux que l'on aime.

La France a eu ses torts, poursuit l'évêque de Prince-Albert, mais elle reste toujours la France aujourd'hui comme autrefois, et nous, Canadiens français, nous devons nous en souvenir. C'est une nation profondément catholique dans ses idées, malgré son athéisme officiel; elle n'a jamais été foncièrement athée et elle ne peut pas l'être. Façonnée au cours des siècles par les moines et les évêques, elle puise sa foi en pleine sève chrétienne. Sa langue, universelle et essentiellement humaine, est semée d'idées, d'heroïsme, de dévouement, d'honneur.

L'orateur termine en disant que Français et Canadiens français sont tous du même sang, qu'ils ont tous le droit de se diviser, mais qu'ils ont en contraire beaucoup à apprendre les uns des autres, beaucoup d'avantages à retirer d'une bonne entente et d'une nécessaire collaboration.

Projet de réforme

M. le Dr Lavoie, de Prud'homme, estime que l'A. C. F. C. est malade et il fait le diagnostic de sa maladie. Celle-ci tient à deux causes: la tendance des cercles à se développer en marge des œuvres paroissiales; la cotisation, que les membres paient sans enthousiasme parce qu'elle n'a pas d'objet bien défini.

Le Dr Lavoie recommande le traitement suivant: engager dans l'A. C. F. C. tous les Franco-Canadiens sans exception. On demandera sim-

plement aux curés de dresser la liste de leurs paroissiens de langue française. Tous seront inscrits comme membres à vie, sans payer de contribution.

Mais alors comment s'y prendra-t-on pour recueillir des fonds? — Tous les ans on célébrera la fête de l'Association.

COMITE FEDERAL DE L'A. C. F. C.

- Président: M. J.-E. Morrier, Prince-Albert.
- 1er Vice-président: Dr L. A. Aubin, Meyronne.
- 2ème Vice-président: M. Raymond Denis, Vonda.
- M. F. X. Boileau, Lafleche.
- M. Arthur Marcotte, Ponteix.
- M. Lorenzo Guay, Gravelbourg.
- M. H. E. Jutras, Willow Bunch.
- M. l'abbé J. Bois, Meyronne.
- M. l'abbé J. Rioux, Dollard.
- M. Emile Richard, Richard.
- M. l'abbé J.-H. Brodeur, Prince-Albert.
- M. J. C. Bichon, Duck Lake.
- M. l'abbé L. Adam, Saint-Louis.
- M. Louis Bertrand, Marcellin.
- M. Louis Charbonneau, Hoey.

L'Association, qui rapportera une certaine somme. De plus, dans certains cas, des courtes, elle aura pour des souscriptions volontaires.

M. Thomas Lefebvre, de Hoey, dit qu'il ne croit pas à l'efficacité du remède proposé.

M. l'abbé Rioux, de Dollard, ancien organisateur de l'A. C. F. C., trouve une autre cause à la maladie de l'Association. Nos Canadiens, dans la plupart des centres, sont imprégnés de littérature anglaise et protestante, et c'est ce qui fait que les cercles ne peuvent pas s'y maintenir. Il faudrait commencer par extirper cette littérature anglaise, par le moyen de bibliothèques paroissiales. Les bons livres franco-canadiens referont la mentalité de notre peuple. M. l'abbé Rioux préconise aussi la nomination d'un visiteur diocésain des écoles.

M. l'abbé Jullien, de Saint-Hippolyte, expose quelques-unes des difficultés que rencontre le fonctionnement du cercle et recommande une collaboration étroite avec le curé.

M. Victor Colvée, de White Star, déclare qu'il n'est pas venu au Canada pour défendre sa langue et sa religion, qu'il avait déjà commencé de le faire en Bretagne. Pour que l'A. C. F. C. vive, dit-il, il faut le vouloir et s'organiser en conséquence. Sur ce point le curé, qui a le secret de conduire les âmes, saura mieux que tout autre diriger les gens dans la bonne voie.

MM. les abbés Saunier et Bois prennent aussi part à la discussion.

La vie intime des cercles

On passe ensuite au sujet de "la vie intime des cercles." Cette importante question est fort bien traitée par M. le Dr L. A. Aubin, de Meyronne, et le R. P. B. Fallourd, P.M.E. de Saint-Hubert-Mission. Le travail du dernier surtout est très complet et fournit des renseignements extrêmement précieux. Les délégués ont manifesté leur haute appréciation de ce travail en demandant qu'il soit publié en extension dans le Patriote. Nous nous ferons un plaisir de le publier dans notre prochain numéro, de même que celui du Dr Aubin.

Les catholiques allemands

Au début de la séance du mercredi, deux délégués des catholiques allemands, MM. F. T. Hauser, de Humboldt, et W. F. Hargrave, de Bruno, viennent nous assurer, de leur sympathie. S. G. Mgr Prud'homme leur adresse quelques mots de remerciements en allemand. Toute la salle applaudit frénétiquement, ce qui semble supposer que la langue allemande n'a pas de secret pour les Franco-Canadiens.

Disons qu'un comité composé de M. l'abbé C. Saunier et de M. J.-E. Morrier a eu une entrevue, le lendemain, avec les délégués des catholiques allemands. Notre président général assistera à la convention de ces derniers qui aura lieu à Régina les 7 et 8 mars.

Les coopératives d'achat

Lorsque le Président donne la parole à M. Paul Bourdy, de Lafleche, qui doit parler des "Cercles de l'A. C. F. C. utilisés comme coopératives d'achat," M. J. A. Potvin, de Ponteix, s'oppose à ce que la question soit portée devant la Convention, disant que l'A. C. F. C. a un but exclusivement religieux et national et ne peut pas s'occuper d'affaires.

Le R. P. Adam remercie et approuve M. Potvin.

M. F. X. Boileau, de Lafleche, défend le principe de l'union basée sur la coopération et ne voit pas pourquoi on n'exposerait pas devant la Convention ce qui s'est fait à Lafleche.

La motion Potvin-Adam est battue et M. Bourdy a la parole.

Le Cercle de Lafleche

Il donne d'abord quelques détails intéressants sur le cercle de Lafleche.

Celui-ci compte 100 membres en règle. Il a actuellement \$300 en caisse et son budget de l'année dernière s'est élevé à \$5,000. Il possède une bibliothèque de 75 volumes et un pavillon portant à son frontispice la devise de l'A. C. F. C. Notre Foi, Notre Langue, L'an dernier, le cercle a donné \$50 de prix à l'école séparée et \$75 de charbon aux nécessiteux de la localité.

Le cercle de Lafleche était depuis trois ans entre la vie et la mort lorsque, un jour, à une réunion des directeurs, l'un de nous dit: Ce qu'il faudrait, c'est pouvoir intéresser les gens; il faudrait pouvoir arriver à leur faire gagner cette misérable piastre que nous sommes obligés de leur demander comme cotisation. Il faudrait que ceux dont le thermomètre du patriotisme est assez bas pour leur faire regretter ces quatre trente sous que nous leur demandons soient attirés vers nous par cette même idée d'argent. L'idée nous semble bonne; il ne restait plus qu'à la mettre en pratique.

L'achat coopératif du charbon

La vente du charbon nous vint à l'idée. Tout le monde a besoin de charbon surtout par chez nous, parce que dans le sud le bois de chauffage est totalement inconnu.

Notre premier essai fut donc un char de charbon. Le secrétaire prit les commandes d'après les besoins de chaque société. Le char arriva et fut tout vendu sur la voie à \$1.00 de moins la tonne que le prix ordinaire. Chaque acheteur gardait ainsi \$1.00 la tonne et notre cercle faisait ainsi près de \$25.00 de bénéfice, exactement \$23.50 de profit net, toutes dépenses payées. Le secrétaire chargé de la vente avait 10c la tonne de commission. Le mouvement était lancé, il ne restait plus qu'à continuer; c'est ce que nous avons fait. D'autres chars de charbon ont succédé à celui-là.

La ficelle d'engrègement

Nous nous sommes ensuite occupés de la ficelle d'engrègement (twine). En 1921, n'étant pas encore bien certains de nous-mêmes, nous allâmes voir un marchand, M. Bourassa, et lui tinrent à peu près ce langage:

Nous sommes 50 cultivateurs sous la bannière de l'A. C. F. C. Nous voulons, cette année, acheter notre corde en commun. Quelles conditions pouvez-vous nous faire? Il réfléchit un instant, puis il dit: Donnez-moi la liste de vos membres. Je leur vendrai la corde 1-2c la livre meilleur marché et donnerai à votre caisse une autre demi-cent, ce qui faisait une réduction de 1c. Nous en achetâmes 20,000 livres.

Cette année, — je veux dire l'automne dernier, — nous l'avons fait. Le problème de l'inspection de la manufacture. Nous en avons vendu près de 50,000 livres. Nous avons fait ainsi profiter nos sociétés de plusieurs piastres et en même temps donné à notre caisse un profit net de \$250.00.

Je dois faire remarquer que cette action a eu pour résultat de faire que tous, même les Anglais et ceux qui ne faisaient pas partie de notre société, payèrent leur corde moins cher, car les marchands voyant qu'ils avaient des concurrents sérieux, baissèrent leur prix d'une cent la livre.

La concurrence

Maintenant il y a la question de concurrence. La vente à prix réduit de ces deux produits, sans doute, fait une petite concurrence aux marchands. Quant à la concurrence faite aux marchands anglais, elle nous dérange pas, car il est préférable de favoriser nos membres et notre société plutôt qu'un marchand qui n'est pas de notre langue.

Quant aux marchands membres de l'A. C. F. C., ils sont tous assez patriotes pour laisser à notre société la vente de ces deux articles, vu les grands avantages que cette vente apporte à nos cercles.

Voilà, Messieurs, ce que, à Lafleche, nous avons fait au point de vue coopératif. Je sais que cela n'est pas faisable partout, mais je sais qu'à Lafleche cela réussit très bien, si bien qu'à la dernière assemblée générale que nous avons eue avant mon départ, les sociétés ont voté à l'unanimité que je propose à la Convention l'établissement d'une commission provinciale pour l'achat coopératif, pour tous les cercles de la province, de la corde d'engrègement et du charbon.

C'est à vous de voir s'il y a quelque chose de bon dans cela pour notre société en général et pour chaque individu en particulier. Pour ma part, je pense que l'idée de coopération est très bonne; d'abord parce que, en supprimant au moins un intermédiaire, elle peut avantageusement procurer ses membres et ensuite parce qu'elle procure l'occasion de se voir plus souvent, de se rencontrer, de parler ensemble, d'étudier les mêmes idées, les mêmes problèmes, de se faire une âme commune, en somme, et c'est ce que nous avons besoin pour garder tout jour vivant dans notre cœur l'amour de notre Christ Jésus, de notre belle religion catholique et de notre belle langue française.

INSPECTION FRANÇAISE DES ECOLES

M. Raymond Denis parle sur l'inspection française des écoles. Nous ne pouvons que résumer très brièvement. L'inspection ne sera efficace que lorsqu'elle pourra s'appuyer sur un secrétariat permanent qui assurera un travail suivi et méthodique. Il n'y a pas d'organisation possible sans argent en caisse. Le problème de l'inspection de nos écoles est donc avant tout un problème financier. Elle ne se fera qu'autant que nous pourrions faire vivre l'organisme qui sera chargé de l'assurer. On vient nous parler d'une organisation sans cotisation; mais la vitalité d'une association se mesure précisément aux cotisations de ses membres. Comment beaucoup de nos frères paient des cotisations très élevées dans certaines sociétés catholiques ne se refusent-ils à donner une piastre par année à une œuvre catholique et nationale? Laissons de côté nos petites rivalités de personnes et n'oublions nous pour assurer l'inspection française de nos écoles.

LA PRESSE

M. J.-E. Morrier, président de la Bonne Presse, présente un travail intéressant et bien documenté sur la Compagnie de la Bonne Presse. Nous le publions dans notre prochain numéro.

M. Donatien Frémont indique le rôle des cercles dans la diffusion et l'information du journal. Il conclut à la nécessité d'un comité de presse dans chaque cercle de l'A. C. F. C. pour s'occuper de la collection des abonnements au Patriote et de la rédaction de la chronique locale.

LA CONVENTION de Prince-Albert nous a vus appriss à nous mieux connaître. Nous avons reçu de fortes leçons de patriotisme. Mettons en pratique les saines théories. Ayons un peu l'esprit de solidarité. Encourageons nos maisons canadiennes. Gens de Montmartre et du district, achetez votre bois chez Côté.

COTE LUMBER CO.
MONTMARTRE, SASK.

"Il est Différent"

NOVORO

DR. PIERRE

C'est un remède merveilleux de santé reconnu. Il a été en usage constant pendant tant ans, et a apporté le rayon de soleil de la santé à des milliers de familles.

ESSAYEZ LE UNE SEULE FOIS, quand votre digestion ne va pas, quand votre estomac fonctionne irrégulièrement, quand votre sommeil est agité, quand vous avez des douleurs dans le corps, quand vous vous sentez fatigué, etc.

Il ne peut être trouvé chez les droguistes. Il est fourni par des agents exclusifs, ou directement du laboratoire.

DR. PETER FAHRNEY & SONS CO.
2501 Washington Blvd. Chicago, Illinois

(Déposé libre de tous droits au Canada.)

Argent à prêter sur terres en culture

Intérêt de 8 pour cent et paiements faciles. Aucun délai, puisque les inspections sont faites par nous-mêmes et toutes les formules remplies à Prince-Albert.

ENVOYEZ-NOUS VOTRE DEMANDE

Nous sommes agents pour plusieurs compagnies de terres et nous avons une liste considérable de terres à vendre, en culture ou non. Si vous cherchez une terre, laissez-nous vous aider à vous placer avantageusement, car nous connaissons complètement tout ce district.

Nous sommes aussi agents pour la Canada Colonisation Association Limited. Si vous désirez vendre votre terre, faites-la entrer sur les listes de l'Association.

Nous sommes à votre service.

JACK FOWLIE,
Imperial Bank Chambers,
Prince-Albert, Sask.

Téléphone 2090

